

LES NERFS A VIF

Comment ne pas exprimer d'amertume, de colère, d'incompréhension, après les annonces de Jean Castex ? Outre la désastreuse nouvelle pour notre secteur, elles démontrent surtout à quel point le président de la République a commis une erreur politique majeure en avançant une date de réouverture des lieux culturels, et un objectif chiffré. Il en commet une autre en choisissant de sacrifier ce secteur dont la sécurité sanitaire – pour les cinémas à tout le moins – n'est pourtant plus à démontrer. Il suffit de franchir le pas d'un grand magasin, de prendre les transports en commun franciliens, pour mesurer à quel point cette mesure est incompréhensible, illisible, injuste et infondée. On sait donc où se situe la Culture sur l'échelle des priorités du gouvernement : après les marchands de coques de téléphone, après les parfumeries, ou après la religion (les lieux de culte restant ouverts), ce qui est remarquable pour un pays qui se veut un fervent défenseur de la laïcité. Même si des aides viennent à être versées à l'exploitation ainsi qu'aux distributeurs (ne parlons pas des autres métiers, hélas), les dégâts financiers, sociaux et moraux, seront conséquents.

Ce report de trois semaines et deux jours – minimum, puisque des conditions sont encore posées – soulève aussi la question de la confiance que pourraient avoir les professionnels en la parole politique. Et quid de cette clause de revoyure ? Il faudra du courage, et un très sérieux accompagnement du CNC pour oser planifier une sortie de film après le 7 janvier, et engager des frais d'édition. Dans les conditions pour un redémarrage rapide du marché étaient réunies. Cette décision nous renvoie à juin dernier. La confiance et l'espoir d'une crise courte en moins. Mais l'incertitude en plus.

Laurent Cotillon, directeur exécutif, Le film français